



Deux humanitaires français aux mains des talibans

LES TALIBANS ont revendiqué hier l'enlèvement de deux Français, membres de l'organisation non gouvernementale Terre d'enfance, et de trois Afghans dans le sud-ouest de l'Afghanistan. Fondée en 2002, l'ONG a ouvert son centre d'animation et d'éducation dans la province de Nimroz, à Zaranj, à la frontière avec l'Iran. Le gouverneur de la province a accusé les deux victimes de n'avoir pas respecté les consignes de sécurité. **Page 2**

Inquiétude à Kaboul après le rapt de Français

ASIE CENTRALE

Les talibans en lutte contre le pouvoir proaméricain de Kaboul ont revendiqué l'enlèvement des deux humanitaires.

Kaboul

À KABOUL, les expatriés français étaient inquiets hier après la confirmation de l'enlèvement par les rebelles talibans, mardi, de deux humanitaires français de l'organisation non-gouvernementale (ONG) Terre d'Enfance. Un homme et une femme, ainsi que leurs trois guides afghans, ont disparu dans la province de Nimroz, située dans le sud-ouest du pays, entre la province du Helmand et l'Iran. Leur enlèvement a été revendiqué par les talibans, mercredi par un porte-parole, puis de nouveau hier sur un site Internet. Le gouverneur de la province de Nimroz, Gulam Dastgir Azsad, a accusé les deux victimes de n'avoir pas respecté les consignes de sécurité. « Ils n'ont pas informé les autorités de leur voyage, et leur négligence est responsable de leur enlèvement », a-t-il dit à l'AFP. Le Quai d'Orsay et l'ambassade de France à Kaboul se sont mobilisés pour obtenir leur libération. « Comme toujours en ce genre de circonstances, nous nous en tiendrons à la plus grande discrétion », a déclaré le porte-parole du ministère.

Composée d'une équipe de deux Français et de huit Afghans, Terre d'Enfance s'occupe de défendre le droit à l'éducation. Fondée en 2002, l'ONG a ouvert son centre d'animation et d'édu-

cation dans la province de Nimroz, à Zaranj, à la frontière avec l'Iran. Depuis plus d'un an, on note une recrudescence de la violence dans cette région, proche du Helmand, fief des talibans. Les deux Français voulaient rejoindre la province de Farah. Ils avaient l'habitude de se déplacer en avion pour parcourir de longues distances. Mais ce jour-là, pour une raison indéterminée, ils ont pris la route.

« Cibles potentielles »

Près de 300 Français sont enregistrés sur les fichiers de l'ambassade de France à Kaboul. Ils travaillent pour des ONG ou associations liées à l'humanitaire. Ils sont, pour la plupart, soumis à de strictes règles de sécurité, comme le fait de se déplacer avec un chauffeur ou encore la nécessité d'avoir des gardes devant les maisons. Pour Thomas Hugonnier, chef de mission pour l'ONG Solidarités, « cet enlèvement fait comprendre aux expatriés qu'ils peuvent aussi être des cibles potentielles ». Solidarités travaille à Kaboul, Bamian et Samangan, des provinces du Nord. « Nous n'irions pas nous installer dans le Sud. Je considère que dès lors qu'il y a de l'insécurité, on ne peut faire du bon travail », dit Thomas Hugonnier.

Arnaud Quemin est responsable d'Handicap International en Afghanistan. Basée à Kaboul, l'ONG a des antennes dans le Sud. « La sécurité est primordiale ici. Pas de négligence: il faut respecter en permanence les mesures imposées. » Handicap International a fait le choix de ne pas placer d'expatriés permanents dans ces régions. « Cet événement montre qu'il ne faut pas faire preuve

d'imprudence. » Tous les jeudis soir, Arnaud Quemin organise un point sécurité; une liste de restaurants autorisés est affichée dans le hall de sa maison d'hôtes, et un radio-opérateur suit les moindres mouvements de chacun. Mêmes principes chez la plupart des ONG.

Pour Marc Victor, patron du restaurant français de Kaboul, lieu privilégié de la population expatriée, le danger ne concerne pas directement la capitale afghane: « Kaboul est une ville beaucoup plus contrôlée que le reste du pays. » Marc Victor doit répondre aux critères de sécurité de l'ONU pour être sur la liste des restaurants autorisés aux expatriés: murs de plus de trois mètres de haut, films plastifiés aux fenêtres, gardes armés dans les rues.

Dans le Nimroz, les recherches se poursuivent. 200 policiers ont été déployés sur toute la province. Le ministère de l'Intérieur afghan a déclaré avoir ouvert une enquête, mais les motifs de l'enlèvement restent encore inconnus.

CONSTANCE DE BONNAVENTURE

